

IKEA CDC LIMAY

Charte chantier à faible impact environnemental

VERSION | 4
REDIGE PAR | Jérémie POUPONNOT et Louise
CARDONA

DATE | 03.10.23
MAITRE D'OUVRAGE | IKEA SAS DEVELOPMENT
REFERENTIEL | BREEAM INC 2016 v2.0

PAYET

Siège social 28 rue Andronne 33800 Bordeaux | SAS au capital de 20 000 € | SIRET 89161770600017 | Tel. 05 35 54 60 95

Agence de Paris | 19 rue Vignon 75008 Paris | Tel. 01 40 74 00 50

Agence de Lyon | 15 rue des Cuirassiers 69003 Lyon | Tel. 04 28 29 95 99

HISTORIQUE DES MISES A JOUR

Version	5	Intégration des mesures ERC dans le §3.7	Date	24/08/2023
Version	4	Mise à jour § 3.7 : Préservation de la biodiversité	Date	21/06/2023
Version	3	MAJ DCE	Date	16/11/2022
Version	2	MAJ PRO	Date	21/10/2022
Version	1	Mise à jour § 3.7 : Préservation de la biodiversité	Date	30/06/2022
Version	0	Création du document	Date	18/01/2022

SOMMAIRE

1. Préambule	5
1.1. Définition des objectifs	5
1.2. Mise en place et signature.....	5
1.3. Pénalités	5
2. Préparation du chantier	6
2.1. Rôles et fonctions	6
2.1.1. Coordinateur CFIE – Payet.....	6
2.1.2. Responsable Environnement Chantier (REC) – Gestionnaire prorata	6
2.1.3. Responsable Environnement Entreprise (REE) – Chaque entreprise.....	8
2.1.4. Responsable de la biodiversité chantier – Lot VRD	8
2.2. Documents préparatoires	9
2.2.1. Plan Assurance Environnement (PAE) des entreprises	9
2.2.2. Plan d’installations de chantier (PIC).....	9
2.2.3. Schéma d’organisation de la Gestion des Déchets (SOGED).....	10
2.2.4. Plan de réduction des nuisances et pollutions.....	10
2.2.5. Checklist BREEAM.....	11
2.2.6. Approvisionnement chantier par la Seine	11
2.3. Communication	11
2.3.1. Communication interne	11
2.3.2. Communication externe	12
3. Prescriptions générales.....	13
3.1. Contrôle et suivi de la démarche	13
3.1.1. Organisation générale	13
3.1.2. Outils de suivi	14
3.2. Organisation du chantier.....	15
3.2.1. Sécurisation du site	15
3.2.2. Plan d’installation de chantier	15
3.2.3. Gestion des eaux pluviales	16
3.2.4. Propreté du chantier	16
3.2.5. Signalétique	16
3.2.6. Circulation et stationnement	17
3.2.7. Congestion du trafic	17
3.2.8. Accès des véhicules de livraison et d’enlèvement	17
3.2.9. Centrale à béton	17
3.3. Gestion des déchets.....	17
3.3.1. Responsabilités.....	17
3.3.2. Procédure	18
3.3.3. Réduction du volume de déchets	18
3.3.4. Classification des déchets.....	19

3.3.5. Objectifs de valorisation	20
3.3.6. Transport et centre de traitement	20
3.4. Stockage des matériaux	21
3.5. Réduction des nuisances.....	21
3.5.1. Nuisances acoustiques	21
3.5.2. Nuisances visuelles	22
3.5.3. Nuisances dues aux boues et poussières	22
3.6. Réduction des pollutions.....	23
3.6.1. Prescriptions génériques	23
3.6.2. Pollution de l'air	23
3.6.3. Protection des systèmes de ventilation	24
3.6.4. Limitation de la pollution de l'air	24
3.6.5. Pollution de l'eau et des sols.....	25
3.7. Préservation de la biodiversité	25
3.7.1. Mesures écologiques spécifiques LOT VRD	25
3.7.2. Mesures écologiques génériques TOUTES ENTREPRISES	29
3.8. Contrôle des ressources en eau et en énergie	31
3.8.1. Compteurs	31
3.8.2. Réduction des consommations	32
3.9. Utilisation du bois d'œuvre sur le chantier	32
4. Lexique	34
5. Annexes	34
5.1. Annexe 1 : Chantier durable - exigences BREEAM visées	34
5.1.1. Accès sécurisés et adaptés	34
5.1.2. Nuisances faites au voisinage.....	35
5.1.3. Réduction de l'impact environnemental	35
5.1.4. Environnement de travail	36
5.1. Annexe 2 : modèle de Bordereau de Suivi des Déchets	37

1. PREAMBULE

1.1. Définition des objectifs

Le chantier est la vitrine opérationnelle de l'activité d'un Maître d'Ouvrage, c'est aussi un vecteur de pollution et de nuisances qui peuvent être limitées afin de réduire les impacts environnementaux. Pour mener à bien cette stratégie de chantier à faible impact environnemental, **les efforts doivent être partagés par tous les acteurs du projet, de la maîtrise d'ouvrage aux compagnons sur le chantier.**

Cette opération s'inscrit dans une démarche environnementale volontaire visant une certification BREEAM (référentiel BREEAM International New Construction 2016 v2.0) à un niveau Very Good.

Les dispositions indiquées dans cette charte font partie des exigences de la certification, notamment concernant les crédits MAN03 « pratiques de construction responsable » et WST01 « gestion des déchets de chantier ». Ces exigences doivent donc être appliquées par tous sur le chantier.

1.2. Mise en place et signature

La présente charte fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux de chaque Entreprise intervenant sur le chantier. Le non-respect des objectifs visés (et par conséquent des moyens à mettre en place pour les atteindre) peut entraîner l'application de **pénalités**. Le coût des actions correctives engagées pour pallier une non-conformité, sera a minima reporté sur l'Entreprise responsable de ce manquement.

La charte chantier propre est signée par toutes les Entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le Maître d'Ouvrage IKEA SAS DEVELOPMENT. La signature de cette charte par les entreprises les engage à respecter l'ensemble des prescriptions, quels que soient leur corps d'état et la durée de leur intervention.

A	<input type="text"/>	LOT	<input type="text"/>
LE	<input type="text"/>		

Cachet de l'entreprise :

1.3. Pénalités

En cas de manquement grave de l'entreprise et du non-respect de cette charte, l'entreprise sera prévenue par une **fiche d'identification des actions correctives** à mettre en place établie par le responsable du chantier. Dans le cas où les actions ne seraient pas mises en œuvre, une relance de l'entreprise par **courrier recommandé** sera faite. Si les actions correctives ne sont toujours pas mises en œuvre à la suite de ce courrier, le maître d'ouvrage se réserve le

droit d'une part de faire procéder à une action corrective par une tierce personne et ceci au frais de l'entreprise concernée et d'autre part l'entreprise pourra se voir appliquer les **pénalités** suivantes :

- Présence répétée de déchets dans une benne non appropriée : 500 € HT/infraction
- Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets : 500 € HT/infraction
- Non-respect répété des exigences de la charte chantier propre : 500 € HT/infraction
- Non-respect des obligations de nettoyage des véhicules : 300 € HT/infraction
- Non-respect des plans de circulation de chantier : 300 € HT/infraction
- Matériel non conforme aux exigences acoustiques : 300 € HT/infraction
- Non-respect du nettoyage de chantier : 300 € HT/infraction
- Non-respect des consignes de protection des espaces naturels conservés : 2 000 € HT/infraction
- Absence aux réunions spécifiques chantier propre : 500 € HT/infraction
- Non production des documents de suivi de la qualité environnementale du chantier : 500 € HT/document.

2. PREPARATION DU CHANTIER

2.1. Rôles et fonctions

2.1.1. Coordinateur CFIE – Payet

Le coordinateur CFIE prend les dispositions nécessaires pour le respect des objectifs de la certification environnementale en s'assurant notamment du suivi des consommations d'eau et d'énergie, des déchets. Il dispense à tous les intervenants une formation CFIE en début de chantier. Il inspecte régulièrement le chantier et consigne les bonnes et mauvaises pratiques dans un compte rendu de visite régulier, appuyé de photos prises sur le site.

	Tâche	Destinataire
Conception	Rédiger la charte CFIE et s'assurer de la bonne compréhension des entreprises	Entreprises
	Estimer les quantités de déchets du chantier à partir des PAE	-
	Trame de SOGED pour consultation des prestataires par le compte prorata	Entreprises
	Avis sur le PIC avec le REC	Entreprises
	Élaborer les plans de réduction des nuisances, pollutions et consommations en collaboration avec le REC	Entreprises
Réalisation	Dispenser une formation BREEAM aux responsables environnement des entreprises	Entreprises
	Réaliser des visites périodiques du chantier et réaliser un compte-rendu à chaque visite, qui sera envoyé au REC pour intégration dans le compte-rendu de chantier	REC
	S'assurer de la mise en œuvre effective des prescriptions environnementales	Entreprises
	Valider le suivi des nuisances et pollutions, des déchets et des consommations	Maître d'œuvre / Maître d'ouvrage

2.1.2. Responsable Environnement Chantier (REC) – *Gestionnaire prorata*

Le REC est le correspondant environnement du chantier chargé de suivre au quotidien l'application de la charte par les entreprises et leurs sous-traitants. À ce titre, ses principales missions sont les suivantes :

- Le relevé des consommations d'eau et d'électricité toutes les deux semaines

- La collecte de l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux, polluants et présentant un risque auprès des entreprises
- Le suivi de la production et de la valorisation des déchets de chantier, via les BSD et reporting
- La vérification des bonnes conditions de stockage des matériaux (à l'abri des intempéries, des vols, des dégradations)
- La mise en place d'une signalétique qui identifie clairement les accès et les différentes zones du chantier notamment la zone de stockage des produits dangereux/polluants et les zones de lavage
- La distribution du livret d'accueil à l'ensemble des entreprises et compagnons
- La vérification de la présence :
 - Des dispositifs de rétention de type aire étanche, bac de rétention ou système équivalent pour le stockage des produits dangereux/polluants
 - De kits-anti-pollution
 - D'un dispositif de décantation des eaux de laitance et de lavage des goulottes de toupies (bac prévu à cet effet ou fosse à décantation protégée par un lit de cailloux et géotextiles)
- Le suivi carbone des livraisons sur le chantier pour les postes majeurs de toutes les entreprises (mettre en place un outil de suivi) = provenance des véhicules et types de véhicules à tracer
- La vérification de :
 - L'absence totale de déversements polluants dans le sol ou les réseaux d'assainissement
 - L'absence totale de dépôts sauvages et d'enfouissements de déchets sur site
 - L'absence totale de brulage sur site
 - L'utilisation d'huiles de décoffrages.

Réalisation

Tâche	Destinataire
Informier et sensibiliser les nouveaux arrivants sur la démarche CFIE et les consignes à respecter	Entreprises
Distribuer les livrets d'accueil à tous les intervenants et proposer une version simple pour tous les lots du chantier avec les informations : stationnement, tri des déchets, positionnement kit dépollution	Entreprises
Mettre en place une signalétique claire et lisible notamment pour PMR	Entreprises
Veiller au respect du PIC	Entreprises
Mettre en œuvre toutes les dispositions de chantier permettant de répondre aux enjeux BREEAM MAN 03 2 crédits	
Faire respecter la propreté des zones de travail	Entreprises
Relayer les observations du coordinateur BREEAM auprès des entreprises concernées	Entreprises
Contrôler la mise en place par les entreprises des dispositions prévues dans la charte CFIE	Entreprises
Suivi carbone des livraisons sur le chantier pour les postes majeurs de toutes les entreprises (mettre en place un outil de suivi) = provenance des véhicules et types de véhicules à tracer	Entreprises
Coordonner les activités bruyantes du chantier de manière à minimiser leurs effets	Entreprises
S'assurer que le tri des déchets est correctement réalisé et alerter les REE en cas de manquement	Entreprises
Collecter les bordereaux de suivi de déchets et les transférer au coordinateur BREEAM	Coordinateur BREEAM

Relever de façon hebdomadaire les consommations d'eau, d'électricité et de fioul ainsi que livraisons et les transmettre au coordinateur BREEAM	Coordinateur BREEAM
Collecter l'ensemble des fiches FDS et FDES des matériaux mis en œuvre	Coordinateur BREEAM
Mettre en œuvre les dispositifs indiqués dans la charte CFIE pour prévenir les pollutions	Entreprises
Vérifier que les engins sont bien munis d'un marquage acoustique CE	Entreprises

2.1.3. Responsable Environnement Entreprise (REE) – *Chaque entreprise*

Le REE est désigné au sein de chaque entreprise avant l'intervention de celle-ci sur le chantier. Il a pour rôle de mettre en place les dispositions prévues dans la présente charte et de contrôler leur application au sein de son entreprise. Ce rôle s'étend à tous les sous-traitants et co-traitants éventuels de l'entreprise.

Il communique le Plan d'Assurance Environnement (PAE) de l'entreprise au Maître d'Ouvrage, au Coordinateur et au REC.

	Tâche	Destinataire
Conception	Fournir le PAE dans le dossier de réponse à consultation, qui prévoit notamment la quantité de déchets générés, les produits dangereux utilisés, les nuisances acoustiques, les risques de pollutions et les mesures mises en œuvre pour les éviter	Coordinateur BREEAM
	Suivre la formation CFIE dispensée par le coordinateur BREEAM	-
Réalisation	Mettre en place l'organisation et l'encadrement nécessaire pour l'application de la démarche CFIE	Compagnons
	Sensibiliser et informer tous les intervenants dont l'entreprise est responsable sur le chantier	Compagnons
	Communiquer la charte à tous les sous-traitants et co-traitants éventuels	Sous-traitants
	Transmettre le suivi carburant des engins et certificats FSC PEFC des bois d'œuvre (ou déclaration de non-utilisation de bois d'œuvre)	REC
	Transmettre au REC les FDS et FDES de tous les produits utilisés	REC

2.1.4. Responsable de la biodiversité chantier – *Lot VRD*

Le RBC a pour rôle de s'assurer que les activités du chantier n'ont pas d'impact négatif sur la biodiversité présente sur la parcelle et aux alentours du chantier, en respectant les préconisations de l'étude écologique. Les dispositions en place pour la protection de la faune/flore identifiée sur le site feront l'objet d'un contrôle régulier et minutieux, afin de répondre aux exigences de ces études.

	Tâche	Destinataire
Réalisation	Dispenser une formation biodiversité aux entreprises avec pratique sur le terrain	Entreprises
	Réaliser des visites périodiques du chantier et réaliser un compte-rendu à chaque visite, à transmettre au coordinateur BREEAM et au REC pour intégration dans le compte-rendu de chantier	REC Coordinateur BREEAM
	S'assurer suivant la date de lancement de chantier que les prescriptions de l'écologue sont bien prises en compte relativement aux arbres touchés par la gestion de chantier	REC Coordinateur BREEAM

S'assurer de la mise en œuvre effective des prescriptions écologiques en phase chantier et en évaluer l'efficacité

Intégration d'un écologue spécialiste vis-à-vis de sujets réglementaires (Orobranche et Renoncule)

Suivi des prescriptions de l'écologue BREEAM relativement aux invasives

Entreprises
Coordinateur
BREEAM

2.2. Documents préparatoires

2.2.1. Plan Assurance Environnement (PAE) des entreprises

Chaque entreprise présente dans un document de synthèse les moyens prévus pour s'assurer de la qualité environnementale sur le chantier. Ce document présente les méthodes, les moyens de contrôle et les actions prises par l'entreprise pour limiter les impacts et réduire les risques de l'activité du chantier sur l'environnement, conformément aux dispositions de la présente charte.

Il devra notamment contenir les informations suivantes :

- Certifications environnementales détenues par l'entreprise (ISO, Qualibat, ...)
- Références environnementales (chantier HQE, BREEAM, H&E, ...)
- Organigramme spécifique de l'entreprise, nommant les responsables ainsi que le REE et indiquant leurs coordonnées
- Matériaux stockés et les dispositions spécifiques qui seront prises pour préserver leurs performances
- Mesures mises en œuvre pour réduire à la source la production de déchets (récupération des emballages par le fournisseur, ...)
- Estimation des déchets produits par type (inerte, DIB, DIS, ferraille, bois, ...)
- Choix des matériaux et fournisseurs et les critères environnementaux qui ont éventuellement permis leur sélection (matériaux locaux, recyclés, recyclables, FDES, ...)
- Risques de pollution lors de l'opération et les mesures prises pour les prévenir et/ou les traiter
- Risques de nuisances (acoustiques notamment) et les mesures prises pour les éviter et/ou les minimiser
- Dispositions prises pour réduire les consommations d'énergie et d'eau sur le chantier
- Formations et sensibilisations qui seront faites aux intervenants sur le chantier.

Avant l'intervention sur site, ce document est remis au maître d'ouvrage et au coordinateur CFIE pour approbation.

2.2.2. Plan d'installations de chantier (PIC)

Un **plan délimitant les différentes zones du chantier** est mis au point par le REC en concertation avec le coordinateur CFIE afin d'optimiser au mieux l'organisation générale du chantier. Il doit y figurer :

- La base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoire)
- Cantonnements (bureaux)
- Les aires de lavage et points d'eau
- Les zones de gestion et tri des déchets
- Les zones de livraison et de stockage
- Les aires de parking pour les véhicules du personnel
- L'aire de parking dédiée aux véhicules (type camionnette) contenant du matériel pour la réalisation des travaux
- Les voiries en sable stabilisé ou en grave bitume pour le passage des poids lourds

- Les accès piétons
- L'emplacement des armoires électriques
- Les compteurs d'eau et d'électricité
- Le balisage prévu autour des zones protégées.

2.2.3. Schéma d'organisation de la Gestion des Déchets (SOGED)

Le **SOGED**, aussi appelé **Plan de Management des Déchets (PMD)**, trame fourni par le coordinateur CFIE ou proposée par le prestataire déchets, définit les **méthodes et moyens mis en œuvre pour garantir une valorisation maximum des déchets produits**, en privilégiant la valorisation matière (réemploi, recyclage). Il détaille notamment :

- Le mode de tri adopté (nombre de bennes, qualité du tri, ...)
- L'emplacement des différentes bennes,
- La liste des prestataires de collecte et d'élimination
- Le % de valorisation de chaque exutoire
- La liste des justificatifs à fournir par les prestataires
- Les objectifs de valorisation sur l'opération
- L'évaluation des quantités de déchets produits par type
- La signalétique prévue
- Les choix de réduction des déchets

Ce document est à **mettre à jour par le prestataire de déchets avec les filières qui seront utilisées**, les arrêtés préfectoraux associés aux différentes structures de valorisation et de transport de déchets. Il devra également mettre à jour et affiner l'estimation de la production de déchets de chantier produits et l'organisation du tri in situ.

2.2.4. Plan de réduction des nuisances et pollutions

Le plan de réduction des nuisances et pollutions doit être établi en cohérence avec les PAE des entreprises.

2.2.4.1. Nuisances acoustiques

Le planning des phases bruyantes devra être établi en amont du chantier.

Les horaires des riverains doivent être pris en compte dans la planification du chantier. Dans le cadre d'activités particulières nécessitant le calme (studio d'enregistrement, établissement d'enseignement, bibliothèque, ...) à proximité, un dialogue pourra être instauré pour adapter les horaires d'activités bruyantes.

Afin de garantir la tranquillité des riverains, les dispositions suivantes doivent être mises en place lorsque nécessaire :

- Une adaptation des horaires des activités bruyantes en fonction des exigences du règlement local et du voisinage
- Un doublement des équipes, si nécessaire, afin de réduire le temps d'exécution des tâches bruyantes
- Le respect des horaires de livraison et du plan de circulation définis en préparation de chantier.

En cas de travail bruyant exceptionnel, notamment pendant les week-ends, une information pour les personnes extérieures doit être affichée.

2.2.4.2. Nuisances visuelles

Les éléments permettant de limiter les nuisances visuelles doivent être prévus dès l'amont du chantier. Il s'agira notamment de déterminer, en fonction du contexte, le type de barrières mis en œuvre (pleine, grillagée), voire de protection visuelle (bâche en trompe l'œil).

2.2.4.3. Pollutions

L'ensemble des risques de pollution doit être identifié notamment à partir de l'analyse des PAE des entreprises.

Une procédure de gestion des incidents doit être mise en place par le REC et le coordinateur BREEAM, indiquant notamment :

- La gestion de l'incident
 - Stopper la source de pollution
 - Contenir la pollution et éviter d'autres fuites
 - Informer les personnes appropriées
 - Jetez les éléments du kit anti-pollution dans la benne appropriée
- Les personnes à contacter en cas d'incident (internes, externes)
- La procédure de consignation de l'incident (tableau de suivi des nuisances et pollutions)
- La localisation du kit anti-pollution
- La procédure de traitement de la pollution.

2.2.5. Checklist BREEAM

Les dispositions listées dans la checklist BREEAM en annexe 1 de la présente charte doivent être mises en œuvre pour le chantier, elles sont déclinées dans les différents paragraphes de cette charte.

2.2.6. Approvisionnement chantier par la Seine

Il est demandé par IKEA SAS DEVELOPMENT de proposer un **approvisionnement des matériaux par voie fluviale**, en cohérence avec les enjeux futurs du programme à la livraison d'acheminement produits par la Seine. Il convient de réaliser d'ores et déjà l'exercice sur la phase de travaux.

Les entreprises devront confirmer le possible approvisionnement de leurs produits et dispositions chantier facilitant ce mode de livraison dans leur offre.

Une liaison est d'ores et déjà établie avec Haropa pour échanger sur la disponibilité de quais de déchargement des matériaux.

2.3. Communication

2.3.1. Communication interne

2.3.1.1. Formation, information du personnel

Avant d'intervenir sur le chantier, toute nouvelle personne doit être informée par le REC des exigences relatives au chantier à faible impact environnemental.

Un **livret d'accueil** synthétisant les éléments clefs de la démarche est mis à la disposition de l'ensemble du personnel du chantier. Le livret d'accueil contient notamment :

- Des informations générales sur le chantier et son accessibilité
- Un rappel des objectifs CFIE
- Un PIC simplifié et fonctionnel
- Des bonnes pratiques pour la réduction des impacts environnementaux et des nuisances.
- Informations sur le stationnement

- Interdiction de brûler des déchets et d'utiliser des radios

Des **panneaux d'information situés dans la base vie** rappelleront les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour réduire les consommations, comme par exemple :

- Éteindre les éclairages en sortant
- Maintenir les portes des locaux chauffés fermées
- Modérer la température de chauffe
- Éteindre les radiateurs le soir
- Fermer les robinets après usage
- Signaler les fuites et dysfonctionnement

En outre, les compagnons doivent recevoir une formation Hygiène et Sécurité, et disposer d'information sur site. La liste des secouristes sur site doit être affichée, ainsi que les coordonnées de l'hôpital et le poste de police les plus proches. Des exercices d'évacuation doivent être réalisés pour s'assurer que l'ensemble des intervenants sont sensibilisés.

L'ensemble des intervenants doit être identifié et disposer d'un badge avec photo.

Au début des travaux, une sensibilisation des bonnes pratiques pour la protection de la biodiversité sera effectuée par le Responsable Biodiversité Chantier. La sensibilisation comportera une partie de formation sur site afin de leur présenter en visuel les moyens mis en œuvre pour cette protection, le comportement à adopter vis-à-vis de ces protections, leur maintien en place.

2.3.1.2. Sensibilisation des responsables entreprise

Avant leur intervention sur site, les responsables Environnement de chacune des entreprises s'engagent à suivre une formation animée par le coordinateur CFIE, lors de laquelle sont développés les points suivants :

Certification BREEAM :

- Rappel de l'engagement dans une démarche de certification BREEAM
- Profil environnemental de la démarche

Dispositions relatives au CFIE :

- Organisation générale du chantier
- Gestion optimisée des déchets
- Limitation des nuisances et pollutions
- Limitation de la consommation en énergie (CO2) et en eau

Ressource documentaire

Une première formation est programmée dans le mois qui suit l'ouverture du chantier pour les responsables du lot Gros Œuvre et la maîtrise d'exécution. Une seconde formation, prévue au démarrage de leur intervention, rassemble les responsables des lots du second œuvre et des lots techniques. **Chaque corps d'état doit s'assurer et attester avoir suivi une telle formation.**

2.3.2. Communication externe

Un échange d'information entre des acteurs privilégiés de l'opération et les riverains doit être mis en place par différents moyens :

- Une **lettre envoyée aux riverains** pour signaler le début du chantier, les personnes à contacter en cas de nuisance, les plages bruyantes prévues
- Un **panneau présentant le chantier du point de vue de la Qualité Environnementale**, et qui comporte notamment les coordonnées du coordinateur CFIE. Le panneau comporte également des détails sur l'avancée de l'opération, les consommations du chantier et la valorisation des déchets.
- Une **boîte aux lettres** afin de collecter les éventuelles observations et remarques des riverains avec contact Payet intégré sur la boîte
- Une **lettre envoyée aux riverains** pour signaler la fin du chantier et les remercier pour leur patience, accompagnée d'un questionnaire de satisfaction pour évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre.
- Le coordinateur REC tient à jour un tableau de suivi des réclamations et il transmet une copie mensuelle au coordinateur CFIE.

Les riverains sur l'opération sont les entreprises voisines de la parcelle. Toute communication proposée sur le projet devra avoir été validée IKEA.

Le positionnement sur le site Haropa devra être étudié entre MOE, AMO et entreprise gestionnaire du compte prorata pour proposer la meilleure communication possible relativement aux flux sur la parcelle.

3. PRESCRIPTIONS GENERALES

3.1. Contrôle et suivi de la démarche

3.1.1. Organisation générale

Tout au long du chantier, le suivi de la bonne application de la charte se coordonne ainsi :

Réunion mensuelle de la maîtrise d'ouvrage, du coordinateur CFIE et du REC afin de faire le bilan des actions en cours et des points sensibles. Au cours de cette réunion qui se déroule sur le chantier, les thèmes suivants sont étudiés :

- Propreté générale du chantier
- Gestion des déchets
- Suivi des consommations de la base vie et carburant des engins
- Protection de la biodiversité
- Avertissements et sanctions des entreprises
- Suivi technique et avancement de la transmission des documents justificatifs BREEAM.

Le compte-rendu est rédigé par le coordinateur CFIE et diffusé à l'ensemble des intervenants pour informer tous les acteurs du chantier sur les actions mises en place et les points sensibles.

Focus BREEAM en réunion de chantier hebdomadaire afin de rappeler aux entreprises les dispositions à respecter et signaler les écarts. Ce focus reprend tous les mois les conclusions de la réunion mensuelle de la maîtrise d'ouvrage ainsi que le reportage photographique.

Le coordinateur CFIE se fera accompagner du BREEAM AP lors des étapes clés de la construction afin de valider les exigences BREEAM.

3.1.2. Outils de suivi

3.1.2.1. Tableau de suivi des consommations

Les consommations d'eau et d'énergie seront suivies par un système de télérelève avec des modules autonomes de télérelève installés sur les compteurs communicants du chantier, donnant accès à une page Internet de suivi en continu de ces consommations qui comportera les valeurs de relevés des consommations journalières, et un suivi de l'évolution des consommations illustré en graphiques. L'accès à cette page de consultation des relevés de consommations devra être donné à la maîtrise d'œuvre EDEIS et au coordinateur CFIE Payet.

L'installation des compteurs doit être sécurisée vis-à-vis des zones de stockage et de circulation. Le compteur eau ne doit pas être enterré pour assurer la fonction de relève.

Des objectifs de consommation seront fixés et confrontés aux consommations réelles.

3.1.2.2. Tableau de suivi des nuisances et pollutions

Les nuisances et pollutions seront consignées dans un registre spécifique, qui comporte :

- La date de la nuisance ou pollution
- Le relevé de plaintes de riverains
- Le type de nuisance ou pollution
- L'entreprise concernée
- La disposition corrective mise en œuvre
- La date de mise en œuvre.

3.1.2.3. Tableau de suivi des émissions carbone

Les émissions carbone des postes suivants sont prises en compte :

- Consommations du groupe électrogène (si présence)
- Consommations d'électricité
- Consommations de fuel des engins de chantier à transmettre par chaque entreprise concernée
- Suivi des livraisons des produits et matériaux sur site ou enlèvement des déchets par le compte prorata

3.1.2.4. Tableau de suivi des déchets

Les bordereaux de suivi des déchets seront collectés par le REC et transmis régulièrement au coordinateur CFIE en complément du tableau de suivi, qui vérifiera l'atteinte des objectifs fixés. Le tableau de suivi des déchets comporte :

- La date d'enlèvement de chaque benne
- Le type de déchets
- Le lieu de traitement des déchets
- Le taux de valorisation (en complément du taux de valorisation global, une séparation sera faite entre taux de valorisation matière et taux de valorisation énergétique)
- Le cumul de la quantité de déchets et de la valorisation sur toute la durée du chantier pour chaque type de déchets.
- La quantité de déchets produits en tonnes/100 m² pour les déchets dangereux d'une part et non dangereux d'autre part
- La quantité de déchets valorisés en tonnes/100 m² pour les déchets dangereux d'une part et non dangereux d'autre part

3.1.2.5. Tableau de suivi des réclamations des riverains

Un tableau de recueil et gestion des réclamations des riverains devra être réalisé. Les réponses apportées aux plaintes doivent être explicitées et consignées. Toutes remarques ou questions reçues par l'entreprise devra être transmise au coordinateur QE.

3.2. Organisation du chantier

3.2.1. Sécurisation du site

Les abords du chantier doivent être bien éclairés et ne pas comporter de surfaces glissantes ou d'obstacles à la circulation des piétons (objets au sol, ...). Les panneaux d'affichage doivent être éclairés et entretenus. La couleur des panneaux doit être adaptée à l'environnement alentour. Le chantier doit être sécurisé par une barrière adaptée. Le contournement du site doit être sûr et protégé pour les piétons, et comporte des panneaux d'avertissement de danger éclairés, visibles par les piétons et automobilistes.

Les échafaudages devront être éclairés la nuit et les filets de protection devront être en place et bien fixés.

Des équipements de protection individuelle propres doivent être disponibles pour les visiteurs du site par l'entreprise en charge des installations de chantier.

Si une boîte aux lettres a été mise en place sur le chantier, elle doit être située sur le trottoir afin de permettre au facteur d'y accéder sans pénétrer sur le site.

Les sorties et cheminements de secours doivent être signalisés et maintenus dégagés. Un coordonnateur SPS doit visiter le chantier et valider les installations.

Des Equipements de Protection Individuels (EPI) propres devront être fournis aux visiteurs.

3.2.2. Plan d'installation de chantier

Les entreprises doivent respecter le PIC communiqué par le REC, qui est affiché dans la base vie et indiqué dans le livret d'accueil. Les écarts par rapport au PIC doivent être signalés et corrigés.

Dans la mesure du possible, les installations de chantier doivent permettre aux compagnons de ne pas sortir du site dans leurs habits de chantier (réfectoire, douches, laverie, casiers). Les horaires des équipes peuvent être décalés pour optimiser l'utilisation des installations.

Les installations de chantier doivent inclure au minimum :

- Des toilettes séparées pour les hommes, les femmes et les personnes à mobilité réduite
- Des douches et un vestiaire – Avec une zone pour femme
- Des casiers
- L'interdiction de sortir sans protections individuelles
- Une zone fumeur définie
- Une aire de gestion de congestion du trafic

Les zones autour de la base vie, des toilettes, la zone déchets et la zone fumeurs doivent être cachées de la vue des passants.

3.2.3. Gestion des eaux pluviales

Les entreprises responsables des installations de chantier et définition des voiries de travaux devront justifier de la bonne gestion des eaux pluviales sur la parcelle en formalisant via plan et/ou note technique précisant les dispositions proposées.

3.2.4. Propreté du chantier

Les entreprises doivent effectuer un **nettoyage et un rangement quotidien** de l'intérieur et des abords de la base vie. Les différentes zones du chantier référencées dans le plan d'installation ainsi que les alentours du chantier doivent être maintenues rangées et propres (y compris la zone fumeurs). La palissade de chantier doit être maintenue en bon état.

Aucun dépôt de déblais, de déchets, de produits ou de matériel n'est autorisé à l'extérieur de l'emprise du chantier et dans les espaces verts existants.

En cas de salissures sur la voie publique, les entreprises doivent assurer à leur charge un nettoyage de la voie publique, soit directement, soit par un prestataire.

Dans le cas où le chantier n'est pas maintenu suffisamment propre, le REC pourra demander aux entreprises de faire un nettoyage général du chantier une fois par semaine. En cas de non-respect répété et suite à deux rappels écrits, le REC pourra faire intervenir un prestataire pour réaliser l'entretien à charge des entreprises concernées.

3.2.5. Signalétique

L'ensemble des dangers du site doivent être clairement indiqués sur les panneaux à l'entrée du chantier.

Des panneaux synthétisant les bonnes pratiques à respecter pour le tri des déchets et les pratiques générales concernant la réduction des nuisances et des pollutions seront affichés dans la base vie, en plusieurs langues selon les besoins des compagnons.

Les **accès et les circulations seront clairement identifiés** aussi bien pour les piétons que pour les véhicules. Les stationnements des visiteurs et des intervenants seront signalés. Des panneaux indiqueront l'accueil, la base vie, les vestiaires afin de permettre l'orientation des compagnons et des visiteurs depuis l'entrée du site. Les panneaux seront entretenus pour être lisibles, et seront remplacés si nécessaire.

En outre, sur le chantier, les zones de tri des déchets et les aires de lavage seront clairement indiquées.

La localisation du kit anti-pollution sera clairement indiquée.

Les évacuations d'urgence seront clairement indiquées. Les procédures à respecter, ainsi que la liste des secouristes, le numéro de l'hôpital et du poste de police le plus proche, seront affichés dans la base vie.

Placer une boîte aux lettres sur le trottoir pour éviter au facteur de pénétrer sur le chantier concernant les envois postaux sur site OU proposer un accès sécurisé sans croisement de flux engins. Si tous les envois sont faits au siège des entreprises, un courrier de déclaration en ce sens devra être transmis par tous les lots.

L'ensemble de ces panneaux de signalisation sont dus par l'entreprise en charge des installations de chantier.

Les signalétiques devront être visibles et suffisamment grandes notamment pour identifier les accès chantier, parking, base vie, encadrement chantier etc.

3.2.6. Circulation et stationnement

Un accès sûr et approprié doit être assuré pour le chantier. Un parking doit être prévu sur site et à proximité immédiate. Le parking doit être facilement accessible pour les compagnons et les visiteurs du chantier.

L'ensemble du personnel doit utiliser les parkings adéquats, repérés dans le plan d'installation de chantier. Le stationnement à l'extérieur doit être optimisé et réduit au maximum afin de limiter les nuisances pour les riverains.

La vitesse sur site est limitée à 20km/h.

Afin de permettre des déplacements sécurisés pour les piétons, les chemins d'accès doivent être clairement indiqués et équipés de rampe. Ils doivent permettre l'accès à des fauteuils roulants (largeur du passage, inclinaison,...).

A minima une salle de réunion et un accès sanitaire devront être possible pour tout PMR (rampe, maniabilité de fauteuil, préhension de porte, signalétique adaptée).

3.2.7. Congestion du trafic

Une aire de stationnement sera identifiée et signalée afin d'assurer l'absence de congestion du trafic sur le chantier.

3.2.8. Accès des véhicules de livraison et d'enlèvement

Les entreprises chargées des livraisons et des enlèvements doivent être tenues informées des dispositions environnementales prises sur le chantier. Dans le cas où la zone de livraison est située en dehors du site dans une zone de forte congestion, les livraisons pourront être réalisées dans de plus petits véhicules.

3.2.9. Centrale à béton

Le cas échéant la centrale à béton devra respecter l'arrêté du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de produits en béton, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2522 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'annexe centrale à béton de la présente charte rappelle les dispositions à prendre, notamment :

- La tenue à jour d'un dossier d'exploitation regroupant les documents justificatifs propres à l'ICPE
- La mise en place d'aires de rétention sur les zones de préparation
- L'installation de cuvette de rétention pour les produits dangereux
- Le suivi des volumes d'eau utilisée et rejetée
- La vérification de la qualité de l'eau rejetée
- La gestion des déchets issus de l'exploitation de la centrale
- Le suivi des nuisances visuelles et acoustiques.

3.3. Gestion des déchets

3.3.1. Responsabilités

Chaque enlèvement de benne sera accompagné d'un **bordereau de suivi de déchets** jusqu'aux filières de valorisation, traitement ou élimination, qui sera consigné par le REC et transmis au coordinateur CFIE. **La collecte des déchets est obligatoirement effectuée durant toute la durée du chantier par un prestataire extérieur unique pour toutes les entreprises du chantier, dans le cadre du compte inter-entreprises.**

Le REC est tenu de :

- Etablir en collaboration avec le prestataire déchets l'estimation des quantités de déchets pour le chantier
- Mettre à disposition des bennes à déchets et bacs (déchets dangereux et aérosols) pour l'ensemble du chantier au niveau de l'aire de tri principale.
- Mettre en place des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate des zones de travail
- S'assurer du transport des déchets des aires décentralisées vers l'aire principale
- Optimiser la rotation des bennes en fonction de l'avancement du chantier
- Mettre en place une signalétique claire (noms et logotypes associés) pour l'ensemble des bennes et bacs à déchets. Les panneaux de signalétique doivent être résistants et rester sur place lors des rotations de bennes (panneaux de signalétique dus par l'entreprise en charge des installations de chantier)
- Vérifier la qualité de tri et de collecte des déchets.
- S'assurer de la conformité réglementaire des entreprises assurant la collecte et le stockage, la valorisation, ou le recyclage des déchets.

Collecter :

- Les bordereaux de suivi de déchets pour toutes les catégories de déchets (BSDI, BSDIB, BSDIS, BSDE)
- Les documents concernant d'éventuels refus ou déclassements de bennes
- Les documents de traçabilité dans le cas de valorisation de déchets sur place
- Transmettre les bordereaux au coordinateur CFIE.

Le coordinateur CFIE se charge du suivi des déchets et vérifie que les objectifs de valorisation sont respectés.

Le brûlage des déchets de chantier est interdit. Des sanctions sont applicables en cas de non-respect du tri ou d'infraction avérée.

3.3.2. Procédure

Toutes les bennes enlevées sur le site devront faire l'objet d'un bon d'enlèvement et d'un bordereau de suivi de déchets intégralement rempli. Les bordereaux seront renseignés en masse, y compris pour les déchets non dangereux, et communiqués dans un délai d'un mois sous forme de synthèse mensuelle au format type Excel. Pour le cas des déchets dangereux, un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) doit être rempli conformément à la réglementation (document CERFA 1257-1).

En annexe 2 se trouve un exemplaire de Bordereau de Suivi des Déchets et les points de vigilance à avoir quant à son renseignement.

Reporting mensuel
<ul style="list-style-type: none"> • Bons d'enlèvement des bennes (scan) • Bordereaux de suivi de déchets avec pesée (scan) • Synthèse mensuelle détaillant le tonnage par type de déchets et la valorisation • Calcul du taux de valorisation global de l'opération

3.3.3. Réduction du volume de déchets

Chaque entreprise doit préciser dans son plan environnement les dispositions prises pour limiter les quantités de déchets sur site. Ces dispositions peuvent être par exemple :

- Recours à la préfabrication pour une grande majorité de produits
- La production du béton hors site

- La généralisation du calepinage en amont pour limiter les reprises et découpes (sols souples, faux plafonds, carrelage, etc.)
- Des modes de réservations des aciers en attente pour éviter le repiquage
- Le choix des modes de conditionnement optimisés
- L'obligation de reprise des isolants non utilisés et chutes
- La réduction de l'usage du polystyrène par l'utilisation de coffrages métalliques ou bois
- Des dispositions contractuelles avec les fournisseurs telles que :
 - Le développement des emballages réutilisables ou consignés.
 - La possibilité qu'offrent les fabricants qui reprennent les produits défectueux ou les emballages pour les réintroduire dans les cycles de production.

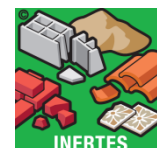
3.3.4. Classification des déchets

Les déchets seront obligatoirement triés en 5 catégories au minimum (hors ordures ménagères).

La classification des déchets sur le chantier sera effectuée de la manière suivante :

DECHETS INERTES

Les déchets inertes sont des déchets minéraux non souillés dont le caractère polluant et la nature évolutive est très faible. Ils sont soit destinés au recyclage, soit stockés en site de classe III. Les résidus de décantation, issus du lavage des toupies à béton, seront évacués comme déchets inertes. Le plâtre ne constitue pas un déchet inerte.



Exemples : béton, briques, tuiles et céramiques, terres et granulats non pollués, isolants minéraux, déchets de verre

DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB)

Les déchets industriels banals regroupent l'ensemble des déchets qui ne sont ni dangereux ni inertes. Les DIB doivent être acheminés soit vers des filières de réemploi, recyclage ou valorisation énergétique, soit incinérés ou stockés en site de classe II. Les plaques de plâtre et la laine de verre font partie de cette catégorie de déchets.



Les déchets d'emballage suivants appartiennent à la catégorie des DIB mais afin de valoriser au mieux les déchets générés par le site, ils peuvent être traités séparément.

DECHETS D'EMBALLAGE

Les déchets d'emballage sont répartis en deux catégories :

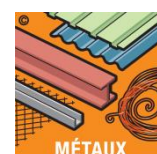
- Les emballages carton (cartons non souillés, non écrasés ; papier)
- Les plastiques souples (film plastique, housse plastique)



LES DECHETS D'EMBALLAGE DOIVENT ETRE VALORISES.

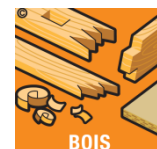
DECHETS METALLIQUES

Ce sont les déchets qui regroupent les câbles, les déchets ferreux, la ferraille, les chutes de métaux.



DECHETS BOIS

Ce sont les déchets du type bois *non traités et non peints* et les palettes. Les bois traités sont destinés, selon la nature du traitement, aux déchets banals ou aux déchets dangereux.



DECHETS DANGEREUX

Les déchets dangereux sont des déchets qui contiennent des substances nocives pour l'homme ou l'environnement. Des précautions particulières doivent être prises lors de leur élimination. Ils sont acheminés soit vers des filières d'incinération, soit stockés en site de classe I.



ORDURES MENAGERES

Les déchets assimilables à des ordures ménagères (OM) devront être stockés dans des containers adaptés, situés au niveau de la base vie afin d'être collectés par le service municipal après accord de la commune.



3.3.5. Objectifs de valorisation

Les déchets de chantier (dont déchets de curage) seront triés selon les 7 flux conformément au décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre.

Dans le cadre du chantier à faible impact environnemental, un **taux de valorisation minimale de 85%** de la masse de déchets produits est demandé.

La valorisation inclut **exclusivement** :

- La valorisation matière : recyclage, réemploi ou réutilisation
- La valorisation énergétique : incinérations avec récupération d'énergie.

3.3.6. Transport et centre de traitement

Tous les prestataires intervenant dans le processus de collecte et d'élimination des déchets doivent disposer d'une autorisation préfectorale, qui leur sera demandée à la passation de leur marché. Cette demande inclue leur sous-traitant, et leur transporteur notamment.

Attestations de conformité

- Agréments préfectoraux pour tous les centres de collectes
- Déclaration en Préfecture pour l'activité de transport des déchets

Les entreprises exerçant une activité de transport de déchets par la route doivent déposer une déclaration en préfecture dès lors qu'elles transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux ou 0,5 tonne de déchets non dangereux (application de l'article R 541-50 du code de l'environnement). Sont exemptées de cette obligation, les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises à la réglementation des installations classées, les entreprises effectuant uniquement la collecte des ordures ménagères pour le compte des collectivités publiques, les entreprises qui transportent des gravats et inertes et les ramasseurs d'huiles usagées agréés.

Les DIB pourront être transférés vers un centre de tri pour séparer finement les éléments qui seraient valorisables. Le prestataire en charge de la gestion des déchets doit proposer des solutions économiques pour le traitement des éventuelles erreurs de tri, par exemple en procédant à un tri complémentaire. A ce titre il précise dans son contrat les conditions de gestion des erreurs et les seuils pouvant déclencher un déclassement. Le prestataire doit préciser d'éventuelles restrictions sur la taille des gravats acceptés dans le cycle de valorisation.

Il est demandé par IKEA SAS DEVELOPMENT de proposer une **gestion des déchets par voie fluviale**, en cohérence avec les enjeux futurs du programme à la livraison d'acheminement produits par la Seine. La proposition des prestataires pour un traitement a minima partiel par voie fluvial sera considéré dans l'analyse des offres de prestataires consultés.

3.4. Stockage des matériaux

Les zones de stockage de matériaux seront clairement définies et des sections attribuées à chaque entreprise, avec une signalétique claire.

Les isolants et produits sensibles (plâtre, mortier, ciment, faux-plafonds...) devront être stockés à l'abri des intempéries et de l'humidité. Les entreprises disposant de produits sensibles devront assurer leur protection et expliciter avant le début de leur intervention l'organisation qu'elles adopteront sur le chantier.

Les produits potentiellement polluants seront listés et les Fiches de Données Sécurité seront annexées à la liste avant transmission au REC et au coordinateur CFIE. Les entrées/sorties de nouveaux produits polluants devront être signalées.

Les produits dangereux ou polluants seront stockés sur des aires étanches pour éviter tout risque de pollution. Les réserves de carburants (type citerne) seront obligatoirement équipées de bac de rétention d'une capacité égale à la citerne. Un second bac étanche sera placé à proximité pour assurer les transvasements de produits sans risque.

Le stockage des bouteilles de gaz devra être protégé (zone délimitée à l'abri des circulations d'engins et loin des ateliers).

3.5. Réduction des nuisances

3.5.1. Nuisances acoustiques

Le niveau sonore maximum des bruits aériens autorisé **en limite de chantier est de l'ordre de 75 dB(A)**.

3.5.1.1. Engins

Les entreprises doivent mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances acoustiques liées aux engins, en privilégiant notamment :

- L'utilisation d'équipements récents respectant les niveaux acoustiques définis dans la réglementation (arrêtés du 12 mai 1997 et du 18 mars 2002)
- L'utilisation d'engins et de matériel électriques ou hydrauliques
- Les bennes équipées de plaques acoustiques
- L'utilisation de béton auto-vibrant

Le **marquage CE** et le **niveau de puissance acoustique associé** doivent être **apposés de manière visible**, lisible et indélébile sur l'ensemble des véhicules et engins du chantier.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils en service sur le **chantier doivent être inférieurs ou égaux à 90 dB(A) à 10m de l'appareil.**

La marche arrière des véhicules doit être évitée au maximum, ce qui peut être facilité par le plan de circulation.

3.5.1.2. Gestion des plages d'activités bruyantes

Afin de garantir la tranquillité des riverains, les dispositions suivantes doivent être mises en place lorsque nécessaire :

- Des horaires des activités bruyantes en fonction des exigences du règlement local et du voisinage
- Un doublement des équipes, si nécessaire, afin de réduire le temps d'exécution des tâches bruyantes
- Respect des horaires de livraison et du plan de circulation défini en préparation de chantier

En cas de travail bruyant exceptionnel, notamment pendant les week-ends, une information pour les personnes extérieures doit être affichée.

3.5.1.3. Radios

L'utilisation des radios sera limitée et une restriction sur le volume d'utilisation pourra être imposée lorsque nécessaire. Une communication en ce sens sera réalisée (affichage et/ou livret d'accueil).

3.5.2. Nuisances visuelles

L'ensemble des entreprises doit respecter et participer à la bonne tenue de l'ensemble de la zone chantier et de ses abords avec un nettoyage et un rangement effectués quotidiennement.

La répartition des frais relatifs à l'entretien des sanitaires sera définie dans le compte inter-entreprises.

Les espaces verts existants doivent être respectés et entretenus. Aucun dépôt de déblais, de déchets, de produits ou de matériel n'est toléré dans cette zone et en dehors des emprises du chantier. Un non-respect de cette prescription entraînera une pénalité journalière de 500€ aux frais de l'entreprise en cause.

La clôture autour du chantier doit être bien entretenue. Elle peut permettre des vues vers le chantier pour les passants. Si c'est possible, l'intégration paysagère de la clôture sera améliorée.

Les éclairages seront gérés de façon à ne pas gêner les riverains, en réfléchissant notamment à leur orientation, leur puissance et à la programmation horaire ou crépusculaire. Les riverains sont protégés des éclairages.

L'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses devra être respecté, notamment :

- Allumage : au plus tôt au coucher du soleil
- Extinction : au plus tard 1 heure après cessation de l'activité.

3.5.3. Nuisances dues aux boues et poussières

Afin de maintenir un chantier propre et de limiter les envols de poussières, les voiries seront stabilisées, et des points de lavage mis à disposition sur le chantier pour le nettoyage des roues de camions et des goulottes des toupies à béton. Les entreprises sont tenues de les utiliser systématiquement.

Si du matériel de ponçage est utilisé, une aspiration à la source est privilégiée.

Dans le cas d'opérations fortement émettrices de poussière, un dispositif de vaporisation des poussières pourra être mis en place.

Des bâches seront utilisées pour le transport et le stockage des produits pouvant se disperser.

Pour maintenir la base vie propre, des lave-bottes, grattes-boues et des paillasons seront mis en place.

3.6. Réduction des pollutions

Le chantier peut générer des pollutions dans l'air, le sol et l'eau. Pour les éviter, les entreprises doivent respecter les prescriptions suivantes.

3.6.1. Prescriptions génériques

- Privilégier l'utilisation de produits moins polluants – toutes entreprises
- Utiliser une huile de décoffrage végétale, biodégradable (classement Synad Végétal) – gros œuvre
- Collecter les Fiches Données Sécurité (FDS) auprès des fournisseurs pour l'ensemble des produits susceptibles de polluer le sol ou l'eau, et/ou dangereux – toutes entreprises, synthèse REC
- Respecter les prescriptions indiquées sur les FDS – toutes entreprises
- Prendre des précautions lors de la mise en œuvre de produits impliquant des COV (composés organiques volatils) – toutes entreprises
- Respecter l'étiquetage réglementaire des cuves, fûts, bidons et pots – toutes entreprises

3.6.2. Pollution de l'air

- Afin de limiter les envols de poussières, des points de lavage seront mis à disposition sur le chantier, des voies d'accès en béton / grave bitume seront mises en place et les limitations de vitesse des véhicules seront respectées
- La gestion des flux décrite dans le Plan d'Installation de Chantier devra être respectée (accès, stationnement, livraison...)
- L'utilisation du matériel de découpe et de ponçage sera systématiquement accompagnée d'un système d'aspiration à la source
- Dans le cas d'opérations fortement émettrices de poussière, un dispositif de vaporisation des poussières devra être mis en place
- Préférer les équipements électriques à tout équipement thermique.
- Eteindre les équipements thermiques lorsqu'ils ne sont pas nécessaires.
- Des bâches seront utilisées pour le transport et le stockage des produits pouvant se disperser
- Les moteurs seront coupés en cas d'arrêt prolongé des engins et véhicules
- L'interdiction de brûlage de déchets ou de produits sur le chantier sera respectée
- Les techniques constructives limitant les rejets de poussières dans l'air seront privilégiées
- Les isolants seront protégés des intempéries jusqu'à la mise en œuvre du parement pour éviter tout développement de micro-organismes
- Dans le cas d'une pose de peinture, vérifier le niveau d'humidité du support pour la mise en œuvre du produit afin d'éviter le développement de moisissures
- Dans le cadre de la mise en œuvre d'une solution de chauffage, se munir d'un appareil portatif de mesure du monoxyde de carbone (CO)
- Le calorifugeage des conduits d'air neuf et d'air rejeté situés hors volume chauffé sera effectué afin d'éviter tout problème de condensation
- Respecter l'interdiction de brûlage de déchets ou de produits sur le chantier
- Privilégier les techniques constructives qui limitent les rejets de poussière dans l'air
- Couvrir les bennes à déchets
- Utiliser des bâches anti-poussières le cas échéant

- Envisager l'aspersion des poussières lorsque le temps est sec
- Interdire l'utilisation d'engins thermiques dans des lieux fermés

3.6.3. Protection des systèmes de ventilation

En phase chantier, les prescriptions suivantes devront être respectées afin de limiter l'encrassement des réseaux de ventilation :

- Stockage des équipements de ventilation protégé et emballé
- Mise en œuvre de filtres provisoires sur les CTA et les ventilo-convecteurs pour la durée du chantier, avec un remplacement à la livraison
- Tous les équipements CVC doivent être protégés par des films plastiques ou conservés dans leurs emballages jusqu'à leur mise en œuvre, et plus particulièrement les CTA pour limiter leur empoussièrément intérieur
- Avant mise en service et tests, le système de ventilation ne sera pas mis en fonctionnement afin d'éviter son encrassement et la propagation de poussières
- Les gaines doivent être stockées sur palettes ou sur cales et non à même le sol, et doivent être protégées par un film plastique ou par un bouchon à chaque extrémité afin de limiter leur empoussièrément avant pose. En cas d'empoussièrément, les gaines doivent être nettoyées avant pose
- Une fois posée, l'ensemble des gaines de ventilation doivent être bouchonnées/obturées afin d'éviter leur empoussièrément ou contamination par des polluants issus des activités du chantier.

3.6.4. Limitation de la pollution de l'air

Les prescriptions suivantes, reprises dans la charte chantier BREEAM, seront respectées sur le chantier afin de limiter la pollution de l'air. Elles sont en partie issues du guide qualité de l'air intérieur de la FFB :

- Afin de limiter les envols de poussières, des points de lavage seront mis à disposition sur le chantier, des voies d'accès en béton / grave bitume seront mises en place et les limitations de vitesse des véhicules seront respectées
- La gestion des flux décrite dans les Plan d'Installation de Chantier devra être respectée (accès, stationnement, livraison...)
- L'utilisation du matériel de découpe et de ponçage sera systématiquement accompagnée d'un système d'aspiration à la source
- Dans le cas d'opérations fortement émettrices de poussière, un dispositif de vaporisation des poussières devra être mis en place
- Préférer les équipements électriques à tout équipement thermique.
- Eteindre les équipements thermiques lorsqu'ils ne sont pas nécessaires.
- Des bâches seront utilisées pour le transport et le stockage des produits pouvant se disperser
- Les moteurs seront coupés en cas d'arrêt prolongé des engins et véhicules
- L'interdiction de brûlage de déchets ou de produits sur le chantier sera respectée
- Les techniques constructives limitant les rejets de poussières dans l'air seront privilégiées
- Les isolants seront protégés des intempéries jusqu'à la mise en œuvre du parement pour éviter tout développement de micro-organismes
- Dans le cas d'une pose de peinture, vérifier le niveau d'humidité du support pour la mise en œuvre du produit afin d'éviter le développement de moisissures
- Dans le cadre de la mise en œuvre d'une solution de chauffage, se munir d'un appareil portatif de mesure du monoxyde de carbone (CO)

- Le calorifugeage des conduits d'air neuf et d'air rejeté situés hors volume chauffé sera effectué afin d'éviter tout problème de condensation
- Les prescriptions des FDS seront respectées pour les produits dangereux, potentiellement polluants. Suivant le chantier, les systèmes suivants pour limiter la poussière pourront être installés :
 - Des systèmes d'aspiration
 - Des outils à vitesse lente
 - Des écrans anti-poussières

3.6.5. Pollution de l'eau et des sols

- Signaler toute malveillance ou éventuelle fuite de produit dangereux et/ou polluant
- Mise à disposition de dispositifs de rétention de type aire étanche, bac de rétention, ou système équivalent pour les produits dangereux/polluants – par l'entreprise en charge des installations de chantier
- Stocker les liquides dangereux dans des conteneurs étanches placés sur un bac de rétention pour éviter les accidents en cas de fuite
- Réaliser tous les transvasements au-dessus d'une zone de rétention
- Assurer le contrôle des effluents et les diriger vers des entreprises spécialisées ou les pré-traiter
- Respecter l'interdiction d'enfouissement des déchets sur place
- En cas de déversement accidentel, utiliser le kit anti-pollution disponible dans la Base vie

Des bouches d'évacuation sont mises en place pour éviter la stagnation des eaux en cas de fortes pluies.

3.7. Préservation de la biodiversité

Deux catégories de mesures sont présentées :

- **Mesures spécifiques** : ces mesures sont déclinées dans les pièces de consultation et s'adressent à des entreprises précises. Elles sont présentées à titre informatif.
- **Mesures génériques** : ces mesures s'adressent à toutes les entreprises intervenant sur le chantier

3.7.1. Mesures écologiques spécifiques LOT VRD

Les mesures spécifiques s'adressent au lot VRD responsable du suivi des exigences environnementales définies par CESAME.

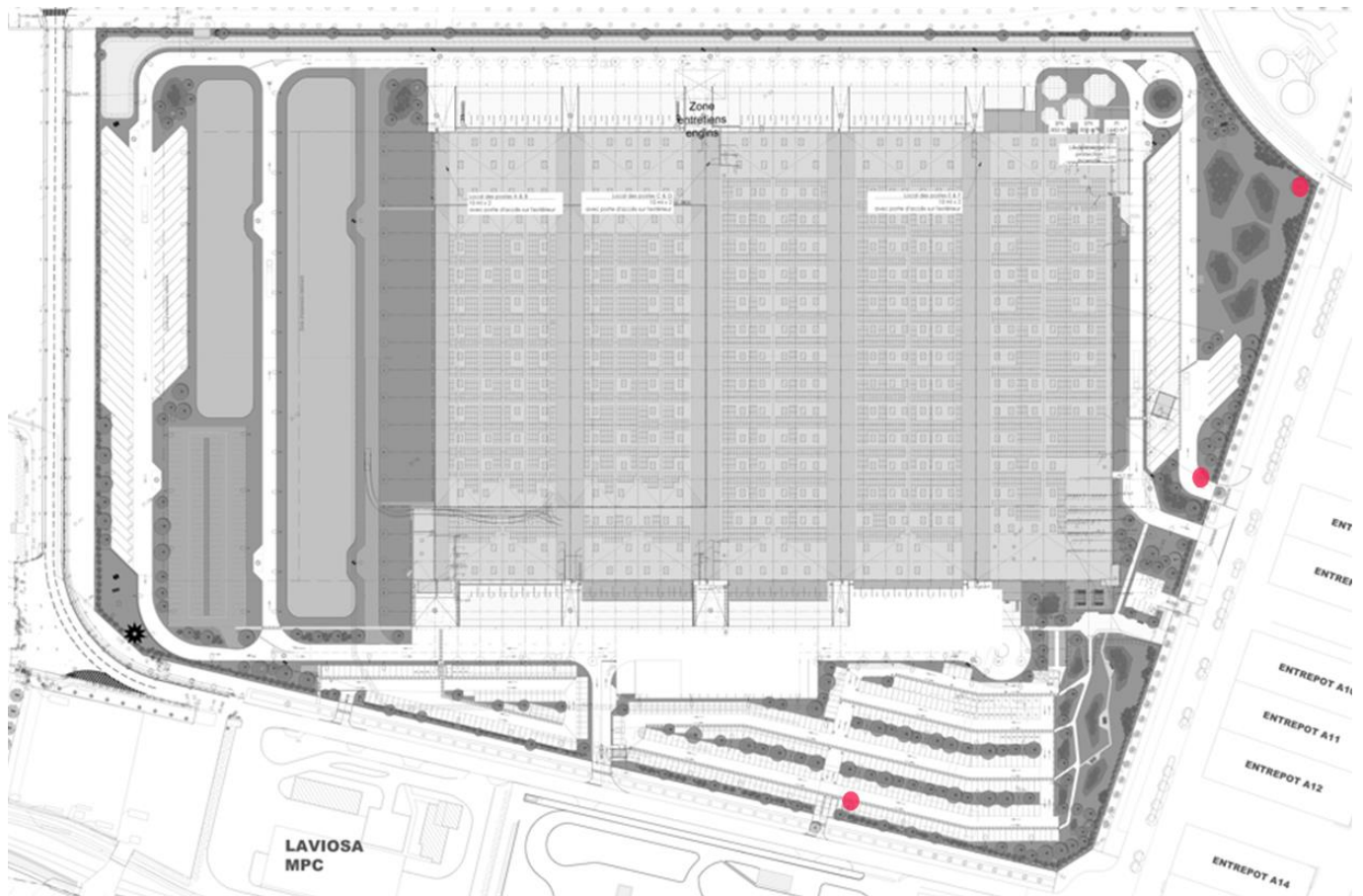
3.7.1.1. Prise en compte des cycles biologiques dans le planning des travaux

Afin de limiter le risque de dérangement et de destruction d'un maximum d'espèces d'oiseaux, le début des travaux d'abattage et de terrassement sera planifié entre mi-août et mi-février, de manière à éviter les phases les plus sensibles de leur cycle de vie (reproduction, nidification, élevage des jeunes).

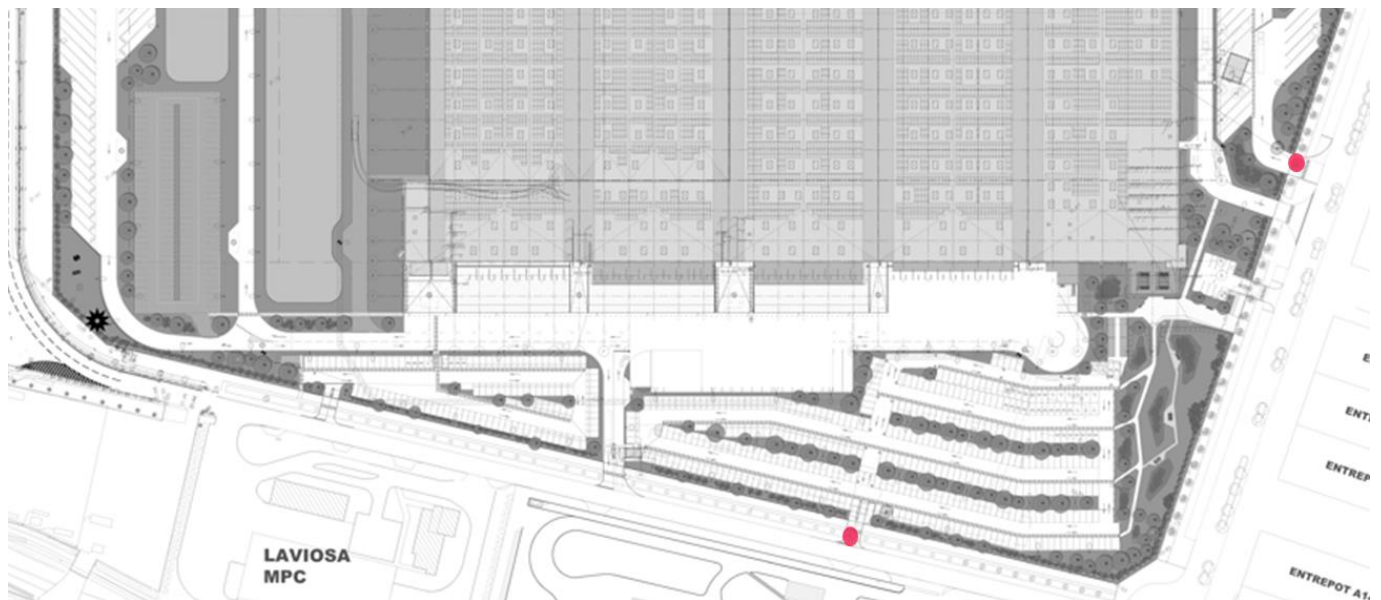
Si ces opérations ne peuvent pas être planifiées entre mi-août et mi-février, elles seront précédées de la vérification d'absence de nids d'oiseaux occupés et de la mise en place d'un plan d'actions pour ne pas impacter la nichée le cas échéant par l'écologue conseil du projet.

En cas de nidification aérée de l'Édicnème criard sur le site en 2024 ou plus tard, les travaux devront commencer entre les mois d'octobre et février suivant la dernière nidification constatée pour rendre le site défavorable à l'espèce et empêcher son installation au printemps suivant.

Une cartographie des arbres impactés par le projet est présente ci-dessous.



ARBRES DEVANT ETRE ABATTUS A L'INTERIEUR DE LA PARCELLE



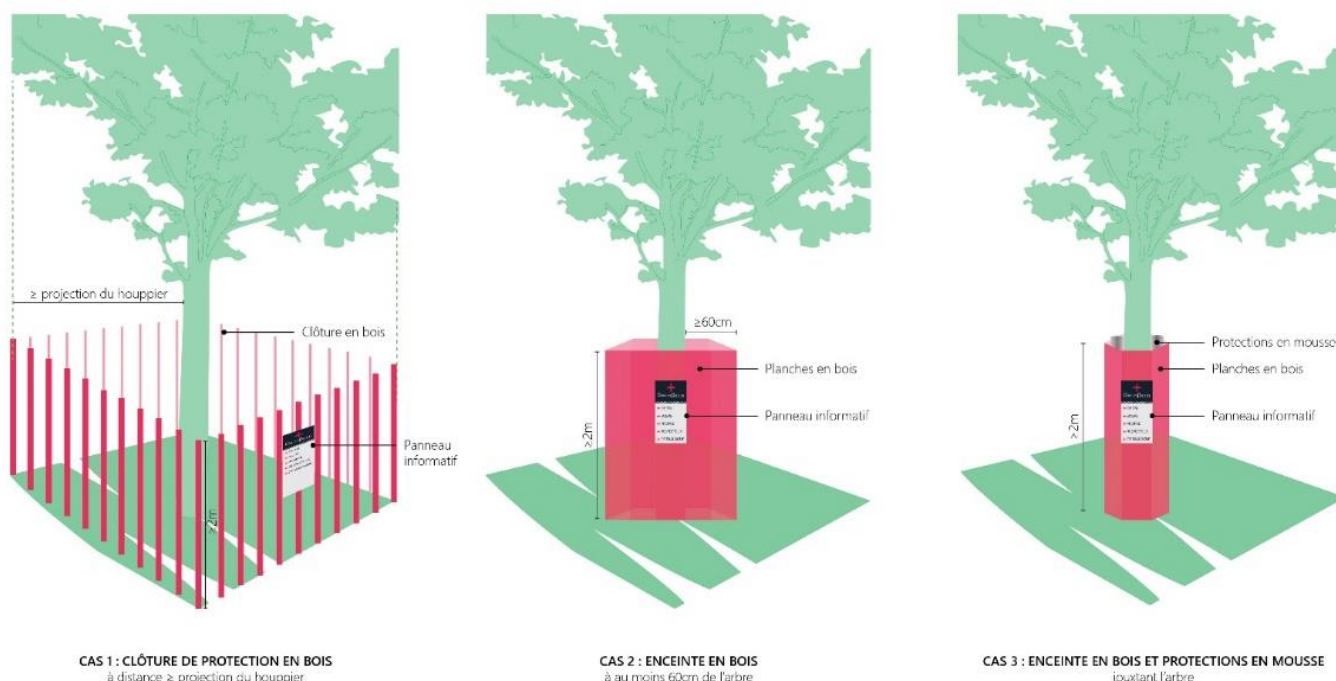
ARBRES DEVANT ETRE ABATTUS A L'EXTERIEUR DE LA PARCELLE

3.7.1.2. Protection de l'arbre conservé pendant le chantier

L'arbre conservé au sein de l'emprise du chantier seront protégés à l'aide de clôtures de type grillage à moutons sur poteaux en châtaignier ou barrières Heras, positionnées au niveau de la projection du houppier au sol. Un affichage de sensibilisation sera mis en place sur chaque clôture.

Si pour des raisons de place, les clôtures ne peuvent pas être positionnées à une distance supérieure à la projection du houppier, les troncs seront protégés à l'aide d'une enceinte formée de planches en bois de hauteur 2 m minimum, positionnée à une distance minimale de 60 cm par rapport au tronc, et fixée au sol afin d'éviter les mouvements et dommages sur le tronc.

Le site présent actuellement une clôture si lors des travaux elle est enlevée, il faudra mettre en place les mêmes dispositifs sur les arbres extérieurs. Cela peut concerner les différents alignements d'arbres présents autour de la parcelle, ainsi que les deux saules présents au Sud-Ouest.



EXEMPLES DE DISPOSITIFS DE PROTECTION DES ARBRES

3.7.1.3. Protection des zones de nature pendant le chantier

Les espaces de nature in-situ et périphérique à la parcelle doivent être protégés pendant la phase chantier.

Afin de protéger la zone de stockage temporaire de la Renoncles à petites fleurs pendant la phase chantier, des clôtures pleines de type palissade (bois ou acier) ou toile fixée sur barrière grillagée, de hauteur minimale 2 m, seront installées le long des limites concernées. Un affichage de sensibilisation sera mis en place sur chaque clôture.

Si les stations de Renoncule à petites fleurs peuvent être maintenues dans leur position actuelle au cours du chantier, il est nécessaire de les sécuriser pendant la phase de chantier afin d'empêcher la circulation des personnes et d'interdire la traversée par des engins de chantier pour éviter la détérioration du sol.



EXEMPLES DE PALISSADES PLEINES

Pour protéger les arbres périphériques, des clôtures de protection devront être mise en place. Cette protection sera identique que la protection détaillée dans le paragraphe 3.7.1.3. Protection de l'arbre conservé pendant le chantier.



LOCALISATION DES ARBRES A PROTEGER



LOCALISATION DES PLANTS D'ESPECES PROTEGEES A PROTEGER

Voir les précisions au lot VRD sur le transfert de renoncles à petites fleurs et de l'orobanche pourpré imposant de faire appel à un botaniste pour établir les procédures et réaliser les travaux de transfert.

Également le suivi des invasives cadré par l'écologue BREEAM sera à suivre pendant le chantier.

3.7.1.4. Gestion des espèces exotiques envahissantes

Les plants d'espèces végétales envahissantes identifiées dans le périmètre du chantier seront gérés convenablement avant la phase de terrassement, afin de limiter le phénomène de prolifération.

L'ailante glanduleux (*Ailanthus altissima*) est présent sur la bordure Nord-Est du site. Lors des travaux de démolition, il conviendra de déblayer le plus de matériaux terreux possible, sur une emprise de cinq mètres autour des arbres présents. Les matériaux terreux extraits devront être évacués en centre d'enfouissement technique. Une partie du système racinaire étant probablement situé sous la chaussée non concernée par le projet, il conviendrait d'associer l'écologue botaniste mobilisé dans le cadre du suivi de chantier afin d'évaluer en direct l'emprise exacte à décaisser pour s'assurer de l'efficacité de la mesure.

Le Solidage du Canada (*Solidago canadensis*) sera arraché manuellement.

3.7.1.5. Réaliser un fauchage de moindre impact

Le fauchage des zones enherbées situées au droit des terrassements sera effectué vers l'extérieur de la parcelle de manière à permettre à la faune de s'échapper du site.

3.7.2. Mesures écologiques génériques TOUTES ENTREPRISES

Ces mesures s'adressent à toutes les entreprises intervenant sur le chantier.

3.7.2.1. Protection du sol

Pendant toute la durée du chantier, les futures zones d'espaces verts doivent être dans la mesure du possible épargnées de toute circulation et de tout stockage, pour éviter le phénomène de tassement du sol.

Avant la phase de plantation des végétaux, les zones ayant subi un phénomène de tassement du sol doivent être décompactées. Le travail du sol doit impérativement être effectué lorsque le sol est bien sec car travailler un sol humide risquerait de le compacter davantage.

La terre végétale doit être stockée en plusieurs tas ou andains de moins de 2,5 m de haut afin de conserver les fonctions du sol (intégrités physique, chimique et biologique). Dans le cas où cette méthode de stockage serait impossible sur la zone de projet, il est accepté un stockage plus conséquent, en revanche, un décompactage du sol au droit des futurs espaces verts sera demandé. Une note justificative sera demandée pour montrer l'impossibilité de stockage en tas de moins de 2,5 m de haut.

3.7.2.2. Protection de la flore

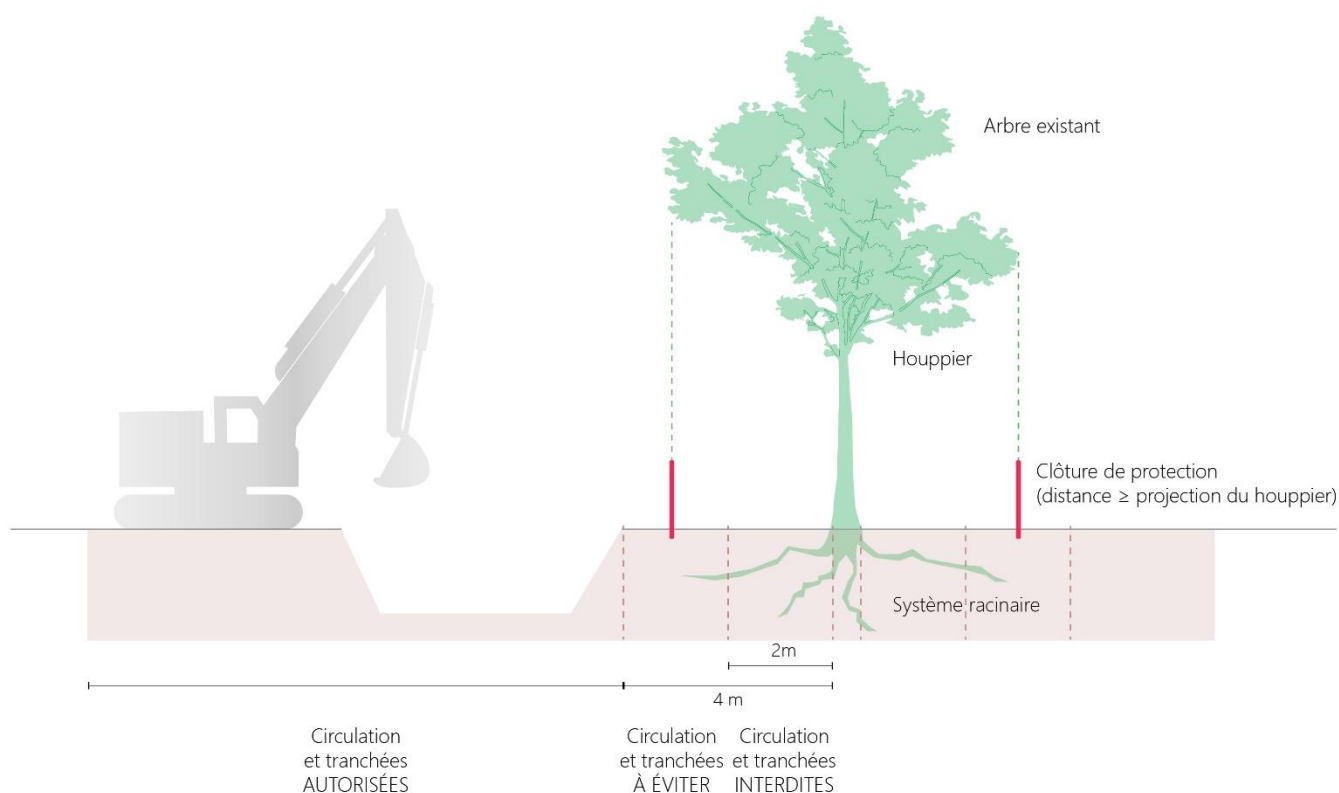
PROTECTION DES ESPACES VEGETALISES

Des mesures préventives seront prises pour éviter les nuisances ci-dessous sur les espaces végétalisés conservés au sein du chantier et limitrophes :

- Circulation et stockage
- Dommages sur les branches, racines et troncs
- Envol de déchets et poussières
- Ruissellement d'eaux polluées

Les barrières de protection des espaces végétalisés seront strictement respectées. Les bonnes pratiques suivantes devront être adoptées à proximité des arbres :

- Les tranchées et décaissements de plus de 10 cm de profondeur sont interdits à moins de 2 m des troncs d'arbres et fortement déconseillés à moins de 4 m
- Tout passage d'engins, dépôt ou stockage de matériaux est interdit dans un rayon de 4 m autour des troncs d'arbres
- Les remblais éventuels ne doivent pas excéder une épaisseur de 20 cm dans un rayon de 4 m autour des troncs d'arbres
- Les troncs d'arbres ne doivent pas être utilisés pour supporter des pancartes, câbles ou tout autre équipement du chantier
- En cas d'envol de déchets ou de poussières, des mesures correctives seront mises en place : ramassage des déchets, aspersion des végétaux pour enlever la poussière accumulée sur les feuilles en cas de temps sec prolongé, etc.
- En cas de risque d'arrachage de branches d'arbres, un élagage sera préalablement réalisé. Si des branches étaient arrachées par erreur, celles-ci seront coupées proprement pour permettre une cicatrisation correcte. L'élagage, préventif ou curatif, doit être mené avec des outils bien aiguisés et préalablement désinfectés, et le trait de coupe doivent respecter le col de la branche. Les branches de plus de 5 cm de diamètre doivent être épargnées.
- En cas de racines altérées, celles-ci seront sectionnées de manière nette avec des outils bien aiguisés et préalablement désinfectés afin de limiter les risques d'infection. Le trait de coupe doit être perpendiculaire à l'axe de la racine.
- Dans le cas où des racines sont mises à nu pendant plus d'une journée, celles-ci seront recouvertes d'une toile imperméable pour conserver l'humidité du sol.



DISTANCES A RESPECTER POUR LIMITER LES DOMMAGES SUR LES ARBRES

GESTION DES ESPECES VEGETALES ENVAHISSANTES

Des mesures préventives et correctives seront prises tout au long du chantier pour éviter la propagation des espèces végétales envahissantes.

Les roues des véhicules de travaux seront nettoyées avant leur arrivée sur le chantier afin d'éviter l'apport de graines ou fragments d'espèces végétales envahissantes.

Les éventuelles terres importées devront être exemptes de graines ou fragments d'espèces végétales envahissantes.

Si des zones sont laissées à nu pendant une longue durée (notamment au printemps et en été), il est recommandé de les semer de plantes herbacées locales pour limiter le risque d'installation d'espèces végétales envahissantes.

Si une station d'espèces végétales envahissantes est identifiée pendant le chantier, un protocole d'intervention sera défini pour limiter son expansion.

3.7.2.3. PROTECTION DE LA FAUNE

Des rampes seront installées le plus tôt possible pour permettre aux éventuels animaux de s'échapper des bassins bâchés.

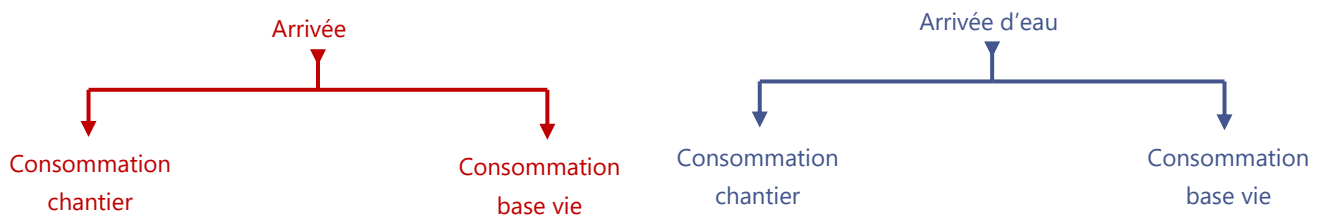
Le chantier ne devra pas contenir de pièges pour la faune : cavités à parois lisses, déchets de type sac plastique et filet, surfaces verticales réfléchissantes, etc.

Les nuisances sonores seront limitées en utilisant des engins normalisés, en limitant la marche arrière et l'usage du klaxon, etc.

3.8. Contrôle des ressources en eau et en énergie

3.8.1. Compteurs

Des compteurs seront installés au niveau du chantier et de la base vie afin de relever les consommations d'eau et d'électricité selon les synoptiques suivants.



Certaines consommations peuvent être obtenues par différence entre plusieurs compteurs. Par exemple pour les compteurs électricité :

- 1 compteur général
- 1 sous-compteur base vie donnant la consommation de la base vie
- La consommation du chantier est obtenue par différence entre le compteur général et le sous-compteur base vie.

Ces compteurs doivent être mis en place par l'entreprise en charge des installations de chantier, ils doivent être positionnés de façon à être aisément accessibles pour une lecture directe des consommations tout au long du chantier. De plus ces compteurs seront communicants et un système de télérelève devra être mis en place pour un suivi automatique des consommations via une page Internet dédiée.

En cas de dysfonctionnement du système de télérelève au cours du chantier, les consommations devront être relevées manuellement par le REC toutes les semaines.

3.8.2. Réduction des consommations

Eau

Afin de réduire les consommations d'eau sur site, les dispositions suivantes devront être mises en œuvre par l'entreprise en charge des installations de chantier :

- Des boutons poussoirs ou des détecteurs de mouvement au niveau des équipements sanitaires (robinetterie, douches, WC turcs)
- Des aérateurs de jet au niveau des lavabos et des douches
- Des chasses d'eau double commande pour les WC
- Une récupération de l'eau de nettoyage filtrée des goulottes béton pour les nettoyages suivants
- Une électrovanne pour la coupure d'eau générale du site
- Des affichages de sensibilisation sur la consommation d'eau.

Electricité

Afin de réduire les consommations d'électricité sur site, les dispositions suivantes devront être mises en œuvre par l'entreprise en charge des installations de chantier :

- Coupure générale de l'éclairage du chantier via une programmation horaire
- Des éclairages économes en énergie
- Un éclairage asservi à des détecteurs de présence à minima pour les zones de circulation, les vestiaires/sanitaires et le réfectoire
- Des appareils de chauffage et de climatisation munis de thermostats programmables, avec horloge de programmation horaire
- Des ferme-portes équipant toutes les portes donnant sur l'extérieur
- Un contact aux feuillures pour les équipements de chauffage de la base vie
- Des affichages de sensibilisation sur la consommation d'électricité.

Potentiel de recours à des énergies renouvelables

L'entreprise titulaire du compte prorata ainsi que le lot VRD et/ou CFO ayant le cas échéant la responsabilité de mise en œuvre des éclairages de chantier devront réaliser une étude de mise en œuvre d'énergie renouvelable sur les postes sous leur responsabilité d'installation de chantier.

Cette étude est un prérequis BREEAM et devra être remise sur la phase de préparation de chantier.

3.9. Utilisation du bois d'œuvre sur le chantier

Tous les produits à base de bois (y compris bois utilisé comme produit de mise en œuvre (bois de coffrage...)) devront :

- Posséder une provenance légale et un commerce légal
- Être labellisé FSC CoC, PEFC.

Des justificatifs sont exigés de la part de toutes les entreprises. En cas d'absence de bois d'œuvre utilisé par une entreprise, une attestation devra le confirmer.

4. LEXIQUE

- **BREEAM** : British Research Establishment Environmental Assessment Method (certification britannique)
- **BSD** : Bordereau de Suivi des Déchets
- **CFIE** : Chantier à Faible Impact Environnemental
- **DD** : Déchets dangereux
- **DIB** : Déchets Industriels Banals (ou DND : déchets non dangereux)
- **EPI** : Équipements de protection individuelle
- **FDS** : Fiche de Données de Sécurité
- **FDES** : Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire
- **HQE** : Haute Qualité Environnementale (certification française)
- **PIC** : Plan d'Installation de Chantier
- **RBC** : Responsable Biodiversité Chantier
- **REC** : Responsable Environnement Chantier
- **REE** : Responsable Environnement Entreprise
- **SOGED** : Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets

5. ANNEXES

5.1. Annexe 1 : Chantier durable - exigences BREEAM visées

5.1.1. Accès sécurisés et adaptés

Réf.	Exigences
1a	Sécuriser l'accès au Site. Cela doit inclure au minimum : <ul style="list-style-type: none">→ Un parking à proximité du chantier→ Assurer le bon éclairage, des clôtures adaptés et des surfaces planes (pas de danger à terre)→ Des accès au site propres (pas de boue)→ Les échafaudages doivent être bien éclairés et entretenus
1b	Accès au site appropriés. Cela doit inclure au minimum : <ul style="list-style-type: none">→ Cheminements clairement signalisés et protégés→ Cheminements suffisamment larges pour les PMR / accessibilité a minima a un sanitaire et une salle de réunion à justifier→ Accessibilité à l'ensemble du site aux malvoyants ou malentendants→ Signalisation de tous les risques à l'entrée du site
1c	Entrées et sorties du site signalisées pour les visiteurs et les livraisons
1d	Indiquer clairement la réception, ou bien les visiteurs sont accompagnés
1e	Placer la boîte aux lettres sur le trottoir pour éviter au facteur de pénétrer sur le chantier ou justifier de l'absence de livraison sur site pour chaque entreprise
1f	Lorsqu'il y a une minorité étrangère qui ne parle pas le français, les informations sont retranscrites dans leurs langues maternelles via livret d'accueil et affichages dans la base vie

1g	Tous les noms des rues sont visibles S'ils sont masqués, mettre en place un panneau de remplacement
1h	Si le site se trouve dans une zone de fort trafic ou qu'une potentielle congestion de trafic existe sur le projet, un point de livraison à l'écart du site ou permettant de proposer une aire d'attente chauffeurs devra être proposé

5.1.2. Nuisances faites au voisinage

Réf.	Exigences
2a	Transmettre une lettre de présentation de l'opération aux voisins au début des travaux. Rédiger une lettre d'engagement et remercier les voisins pour leur compréhension et leur indulgence à la fin du chantier Prévoir un formulaire de remarques
2b	Restriction des horaires de travail et adaptation des phases bruyantes en fonction de la sensibilité des voisins, notamment si le site est proche des maisons, écoles, hôpital, centre-ville, centre commercial...
2c	Les clôtures sont bien mises en place, sécurisées et maintenues propres. Leur installation doit prendre en compte l'environnement autour du site (couleur adaptée) et la sécurité des riverains. Les panneaux de signalisation des dangers ou avertissements pour les piétons et automobilistes sont bien éclairés. Les alentours du site sont maintenues propres
2d	Tenir un registre de remarques et consigner la preuve que ces remarques sont prises en compte immédiatement
2e	Installer un panneau de chantier pour l'information des riverains. Il précisera la nature des travaux, le contact des entreprises et le calendrier de l'opération
2f	L'éclairage du site n'occasionne pas de nuisances pour les riverains
2g	Prévoir dans les bases-vies : → Des douches et sanitaires → Des casiers, les EPI doivent rester sur le chantier → Un réfectoire
2h	Limiter le volume sonore de la radio des ouvriers

5.1.3. Réduction de l'impact environnemental

Réf.	Exigences
3a	Mettre en place des restrictions en termes de pollution lumineuse et tous les éclairages sont directionnels et non-polluants
3b	Mettre en œuvre des dispositions pour économiser de l'énergie en phase chantier : → Des détecteurs de présence dans les zones passagères → Un éclairage basse consommation → Des thermostats → Des minuteurs → Des contacts de feuillure → Le choix d'équipements performants → Une réflexion sur les choix constructifs → Une mise en place adaptée des coffret électriques sur le chantier
3c	Mettre en place une stratégie visant la limitation des impacts environnementaux du chantier. Elle devra comprendre à minima une identification des risques et la procédure à mettre en œuvre pour limiter ces risques. Elle pourra tenir compte des enjeux écologiques et des risques de pollution notamment

Mettre en œuvre des dispositions pour économiser de l'énergie en phase chantier :

3d	→ Des WCs à double volume
	→ Des robinets et douches presto
	→ Une coupure automatique de l'arrivée d'eau
	→ Une réflexion sur les choix constructifs
	→ Une mise en place adaptée des points d'eau sur le chantier
3e	Prise en considération de sources alternatives d'énergie (énergie renouvelable)
3f	Mettre à disposition sur le chantier un kit antipollution facilement accessible
3g	Mettre en place des puisards en cas de ruissellement d'eau important ou transmettre une note de gestion des eaux pluviales spécifique pour la phase chantier précisant la gestion des eaux pluviales.
3h	Assurer le bon stockage des matériaux et équipements, sécurisé et à l'abri des intempéries. Prévoir de l'espace protégé pour stocker les futurs matériaux

5.1.4. Environnement de travail

Réf.	Exigences
4a	Mettre en place sur le site des commodités adaptées aux travailleurs et aux visiteurs, dont au minimum :
	→ Des sanitaires hommes, femmes et PMR séparés
	→ Des douches et des vestiaires
	→ Des casiers dans un séchoir
	→ Une zone séparée dédiée aux fumeurs
4b	Les installations de chantier et les alentours sont maintenus propres :
	→ Les zones autour de la cantine, des bureaux et des bennes
	→ Les espaces de détente, les vestiaires et les sanitaires
	→ La zone fumeur
4c	Les zones privées ou avec un impact visuel pour les passants possèdent des vitrages équipés de screen ou sont masqués :
	→ Les zones autour de la cantine, des bureaux et des bennes si nécessaire
	→ Les espaces de détente, les vestiaires et les sanitaires
	→ La zone fumeur
4d	Fournir des Equipements de Protection Individuels (EPI) propres aux visiteurs
4e	Etablir des procédures de santé et de sécurité (PPSPS) pour les thèmes suivants :
	→ Une formation à tous les ouvriers (y compris les étrangers) pour comprendre les bonnes pratiques de santé et de sécurité et les informations affichées
	→ Les risques d'exposition au soleil
	→ L'identification des ouvriers, chaque membre du personnel doit être muni de sa carte professionnelle avec photo
	→ Tous les ouvriers doivent reporter les incidents qui ont lieu sur le chantier
	→ S'assurer qu'un nombre suffisant de secouristes et d'équipements de premiers secours sont disponibles
4f	Indiquer sur un tableau d'affichage la localisation du commissariat et de l'hôpital les plus proches du chantier, au moins dans l'accueil, le réfectoire et les bureaux d'encadrement
4g	Des inspections d'un coordinateur sécurité et protection de la santé ont lieu
4h	Les sorties de secours sont clairement indiquées, le protocole d'évacuation en cas d'urgence est défini et des exercices d'évacuation réguliers ont lieu pendant le chantier

5.1. Annexe 2 : modèle de Bordereau de Suivi des Déchets

Le REC doit vérifier que les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD), soient dûment complétés par l'auteur adéquat (émetteur du bordereau ; Collecteur-Transporteur ; Installation de destination...) et rester vigilant quant à la conformité des renseignements indiqués sur les 5 champs présentés ci-dessous.

En cas de recours à Trackdéchets, toutes les entreprises ayant éliminé des déchets sur le chantier devront transmettre un reporting sur les déchets dangereux à PAYET.



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° :	
1. Émetteur du bordereau <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (cadres 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) :
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : [] [] [] [] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle :	
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)	
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :	
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s)	
7. Négociant (le cas échéant) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél :	Récépissé n° : Limite de validité : Personne à contacter : Tél. : Fax : Mél :

Renseigner le code nomenclature relatif à la classification des déchets (décret n°2002-540)

Préciser le nom courant du déchet

Renseigner la quantité réelle ou estimée en tonne

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -	
8. Collecteur-transporteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé n° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)

Renseigner, une fois le traitement réalisé, le code de l'opération :
- Élimination (D1 à D15)
- Valorisation (R1 à R13)

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -	
9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau : Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / / Signature et cachet :	

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -	
10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Quantité réelle présentée : tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Signature : Date : / / Signature et cachet :	11. Réalisation de l'opération Code D/R : Description : Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : Date : / / Signature et cachet : 12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) : Traitement prévu (code D/R) : N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Tél. : Fax : Mél :

Renseigner la quantité réelle présentée en tonne

Renseigner l'identité et les coordonnées du centre de traitement

L'original du bordereau suit le déchet.